

# Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

---

## Partie II – La mondialisation : genèse, acteurs et enjeux

### Thème 15 : Mutations socio-économiques et territoires dans l'Union européenne

#### Sujet : Les problématiques énergétiques dans l'UE

#### **Analyse**

L'UE est face à un double défi ; celui de l'indépendance énergétique et celui du développement durable.

#### **Plan possible**

##### **I. La dépendance énergétique**

###### A. Une consommation par habitant élevée

1. 2,5 tep/hab, malgré l'augmentation de l'efficacité énergétique :
  - la consommation globale représente 16,5 % de la consommation mondiale ;
  - un tiers est lié aux transports.
2. Poids élevé des hydrocarbures dans la consommation (pétrole : 37,3 %, gaz naturel : 23,9 %) et secondaire des autres sources d'énergie ; ralentissement de la consommation de charbon (17,9 %), part stable du nucléaire (14,6 %), faiblesse des énergies renouvelables dont l'hydroélectricité (6,3 %).

###### B. Un taux moyen de dépendance de 50 %

1. Des ressources fossiles globalement insuffisantes et inégalement réparties :
  - la faiblesse de la production d'hydrocarbures sauf en mer du Nord (RU : pétrole, Pays-Bas : gaz) ; en outre, l'épuisement des gisements est estimé à dans vingt ans ;
  - des combustibles solides (houille, lignite) abondants mais non rentables : des bassins miniers fermés (France, Belgique) ou en voie de restructuration (Allemagne, Pologne).
2. Autres ressources :
  - importance inégale de l'électronucléaire ;
  - la production d'énergies renouvelables est surtout due à l'hydroélectricité, les autres sources sont marginales (bois surtout, montée de l'énergie éolienne).

##### **II. Effets et stratégie communautaire**

###### A. Une triple conséquence

1. Facture énergétique élevée, surtout depuis l'augmentation du prix des hydrocarbures, malgré l'euro fort.

2. Émissions élevées de gaz à effet de serre (GES).
3. Problème de la sécurité de l'approvisionnement énergétique (Russie avec le gaz ou Moyen-Orient pour le pétrole). Cela relève de la géostratégie et pose la question d'une diplomatie commune.

#### B. L'UE peine à apporter une réponse commune

1. Une ébauche avortée avant 1973 :
  - la CECA s'est bornée à organiser la fermeture des mines de charbon après 1958 ;
  - l'Euratom est restée une coquille vide, en raison de choix électronucléaires différents dans les années 1960 (« filière française » ou technologie Westinghouse ?).
2. Après 1973 : diversification des sources d'approvisionnement en hydrocarbures : investissement des compagnies pétrolières dans l'exploitation (cf. Total en Afrique), augmentation des achats en Afrique noire (pétrole), en Asie centrale et en Algérie (gaz) avec la signature de contrats de longue durée.

### **III. Situation et perspectives**

#### A. La politique communautaire entre le volontarisme et le marché

1. Miser sur le progrès technologique : engagement dans un projet international : ITER (programme de recherche sur la fusion nucléaire), qui sera implanté à Cadarache.
2. Favoriser la concurrence : libéralisation du marché intérieur de l'énergie dans le cadre du marché unique depuis 1993 ; elle a entraîné la formation de géants de l'énergie : outre les firmes pétrolières déjà constituées (Total, BP, Shell), EON, EDF dans l'électricité, GDF-Suez dans l'électricité et le gaz.

#### B. Le souci du développement durable devient central

1. Publication du *Livre vert* (2006) fixant les trois objectifs principaux d'une politique future : durabilité (développement des sources d'énergie renouvelables, maîtrise de la consommation, amélioration de la qualité de l'air), compétitivité (amélioration de l'efficacité énergétique, investissement dans la production d'énergie), sécurité d'approvisionnement.
2. Des directives et des recommandations visant à réduire les émissions de GES en conformité avec le protocole de Kyoto et les accords de Bali (décembre 2007) signés par l'UE : réduire la circulation automobile en ville, atteindre en 2020 20 % d'énergies renouvelables dans les bilans énergétiques et 10 % de biocarburants...
3. Recherche de l'efficacité énergétique en coopération avec les entreprises : bâtiments bioclimatiques, voitures plus économes en énergie, développement du feroutage...

#### C. Mais l'énergie, symbole de la souveraineté, entraîne des tensions entre États

1. Frilosité pour la réalisation d'un réseau interconnecté de transport de l'électricité.
2. Rivalité entre entreprises (cf. bataille entre Gas Natural (Espagne) et EON (Allemagne) pour le contrôle d'Endesa (Espagne) remportée par EON, en 2007).
3. Les choix nationaux divergent : en Allemagne, en Suède « sortie du nucléaire » programmée en raison du poids des « écologistes » qui arguent des problèmes de sécurité et de gestion des déchets radioactifs ; en revanche, relance prévue en France, en Angleterre... (la France est le deuxième producteur mondial, 80 % de son électricité provient des centrales nucléaires, il existe des groupes leaders dans la filière, tel Areva, le numéro un mondial ; une nouvelle génération de réacteurs est lancée : EPR en construction en Finlande et à Flamanville).

### **Conclusion**

La consommation en énergie de l'UE augmente lentement depuis 1973 : ralentissement de la croissance, mais aussi meilleure maîtrise de la consommation (économies d'énergie, amélioration du rendement énergétique des machines et moteurs) et orientation vers des activités moins gourmandes en énergie (cf. NTIC). Le développement des énergies renouvelables est un objectif prioritaire et l'augmentation vive des hydrocarbures pourrait accélérer les évolutions, en lien avec les tensions sur les marchés : perspectives d'épuisement du pétrole à l'horizon 2050, demande en forte croissance des pays émergents. L'énergie nucléaire répond à la fois au souci d'indépendance et à la réduction des GES, mais reste contestée par certains.